



La guerre U.S.

Pour la victoire du peuple vietnamien

Pierre Naville

Les dernières semaines ont vu un redoublement de l'activité militaire américaine au Vietnam, et cette activité — tout comme la résistance toujours aussi résolue du F.N.L. et du gouvernement de Hanoï — ont fait reculer pour longtemps les perspectives de « négociations » et de « compromis » qui avaient vu le jour sous de multiples auspices tout au long de l'hiver. Des deux côtés, les opérations militaires ont pris une nouvelle tournure, et comme dans ce cas c'est le développement du conflit armé qui dicte ses conditions aux possibilités de la diplomatie, il n'est pas inutile d'essayer de faire le point de la situation à cet égard.

Il est bien évident que la conférence de Guam a prélué à toute une série d'opérations militaires américaines destinées dans l'esprit de Johnson et de ses conseillers militaires à sonder jusqu'où allait, dans la phase actuelle, la capacité de défense, de manœuvre et de contre-offensive du peuple vietnamien. Les discours que le général Westmoreland a prononcés la semaine dernière à Washington, ne laissent aucun doute à cet égard. Comme Mac Arthur le disait en Corée, Westmoreland estime que le but de la guerre, ce n'est pas la négociation, c'est la victoire. Logiquement, il a raison. Mais cette logique signifie pratiquement qu'il faut d'abord répondre à une question essentielle : pour vaincre, il faut savoir

qui est l'adversaire dont on veut anéantir la volonté de combat. Or, c'est à cette question que le gouvernement américain est incapable de répondre parce qu'il suppose que le peuple vietnamien, par l'intermédiaire de ses forces organisées, raisonne comme lui-même. De sorte que les perspectives américaines ne tiennent aucun compte de la situation réelle, sociale, économique, politique et même militaire dans laquelle se trouve le Vietnam.

L'objectif américain

Westmoreland et Johnson ne voient, en principe, qu'un objectif à leur action : défendre un gouvernement contre un autre, celui de Saigon contre celui de Hanoï, ce qui pour eux peut dire le « libéralisme » contre le « communisme ». Ils refusent d'admettre ce qui pourtant crève les yeux : que l'enjeu de la lutte est d'abord le pouvoir politique à Saigon, autrement dit qu'il existe au Vietnam du Sud une guerre civile, que la très grande majorité de la population travailleuse s'est dressée contre le pouvoir de généraux qui seraient balayés depuis longtemps sans l'appui des forces américaines. En fait, les Etats-Unis soutiennent un pouvoir de faction contre le peuple, comme ils l'ont fait à Saint-Domingue où pourtant ils ne pouvaient pas dire que les révolutionnaires et progressistes étaient soutenus « de l'extérieur », et

comme ils ne peuvent pas le dire en Grèce où leur O.T.A.N. a permis aux officiers grecs un coup d'Etat réactionnaire contre le peuple grec.

Tant que le gouvernement américain n'admettra pas, sous la pression des faits, que son action militaire est une répression contre un peuple dressé pour son indépendance et sa libération sociale, il s'obstinera à rendre impossible toute négociation qui serait fondée sur la reconnaissance historique d'un état de choses où son intervention ne peut apparaître que comme une agression.

Johnson se trompe

En outre, Johnson se trompe au sujet des alliés du peuple vietnamien. Quelle que soit la profondeur du différend qui divise actuellement la Chine et l'U.R.S.S., sur le plan de la stratégie politique mondiale contre l'impérialisme, il est évident que l'aggravation de l'offensive militaire américaine contraint les uns et les autres à étendre l'appui qu'ils apportent au Vietnam, et entraîne un mouvement de solidarité, en Amérique Latine, en Asie du Sud-Est et en Europe, qui mine les positions américaines dans ces régions. La tournée du vice-président Humphrey dans les capitales européennes a été assez significative à cet égard, et même les résultats de la conférence latino-américaine de Punta del Este. L'accroissement du volume des moyens de défense acheminés d'U.R.S.S. et de Chine s'est accru ces derniers mois, c'est un fait. L'extension des destructions opérées par les forces américaines contre toute l'infrastructure industrielle du Nord-Vietnam, sans parler des habitations, écoles et hôpitaux, sans parler des ruines semées dans les campagnes rizicoles, et bien entendu sans parler des sacrifices immenses imposés à la population civile, ne font que rendre plus urgente pour l'U.R.S.S. comme pour la Chine, sans parler des autres pays, la nécessité de soutenir le peuple vietnamien, au Nord comme au Sud,

ce qui veut dire à tout le moins d'empêcher Washington de se targuer d'une « victoire ». Les raids aériens incessants, les bombardements côtiers par la flotte, ne pourraient être capables de modifier de façon décisive le rapport des forces que si l'Etat vietnamien se trouvait pulvérisé, si toute aide extérieure lui était soustraite, si toute volonté de résistance et de lutte lui faisaient soudain défaut. Quant à l'extension des opérations au territoire chinois ou aux navires soviétiques, il semble qu'en dépit de quelques tentatives secondaires le commandement américain ne soit pas prêt à en affronter les conséquences.

L'extension des opérations

Sur ce point, le général Westmoreland a parlé de la riposte américaine comme si la Chine se préparait à attaquer le sol des Etats-Unis, hypothèse complètement irréaliste qui dissimule l'embarras créé par l'appui frontalier chinois au Vietnam qui, lui, est une réalité — comme l'a été en Corée la riposte chinoise sur le Yalu.

L'extension des opérations au Laos, au Cambodge et à la Thaïlande, qui ne se produit pour le moment que de façon sporadique, peut par contre faire partie des plans américains. Mais cette implication de l'ensemble de la péninsule indochinoise dans le conflit ouvert comporte des risques énormes pour la politique officielle de Johnson. Celle-ci, en effet, prétend permettre à des gouvernements « neutres » et « libéraux » de bâtir une société « démocratique » dans leurs propres frontières. Certains militaires américains estiment même que cette politique devrait être plus systématiquement appliquée au Vietnam du Sud, à l'abri de « barrages » solides. Mais une généralisation des combats à la péninsule indochinoise entraînerait une telle dispersion des forces qu'elle rendrait de toute façon illusoire cette politique. Les combats qui se déroulent aux abords du 17e parallèle, et qui mettent aux prises des unités régulières

fortement armées, montre qu'à l'intérieur du Vietnam lui-même la politique des « barages » est inopérante. Ce que les Américains appellent une « infiltration » est en fait la manifestation de l'unité nationale du pays, dont la division réelle existe entre les forces qui s'affrontent autour de Saïgon, et non sur la frontière.

Dans ces conditions, l'appui que peuvent recevoir du monde entier, et sous toutes les formes, les combattants vietnamiens du socialisme et de la liberté, est en train de devenir un élément capital de toutes les luttes contre l'impérialisme et pour le socialisme dans le monde entier. C'est peut-être ce qui inquiète le plus aujourd'hui les gouvernements réactionnaires, en France comme ailleurs

Soutenir le peuple vietnamien

C'est la défense des Vietnamiens, comme celle de Castro à Cuba, qui font prendre de plus en plus largement conscience de la relation qui existe inévitablement entre cette guerre et l'action internationale pour le socialisme. Bien entendu, l'objectif est de rétablir la paix au Vietnam comme ailleurs. Mais le mot d'ordre de « la paix », détaché de son contexte social, de ses conséquences sociales et politiques inséparables, est aussi insuffisant aujourd'hui que le retour aux conditions de la « conférence de Genève », telles qu'elles ont été définies il y a plus de dix ans.

Toutes les manifestations qui se multiplient en France et dans le monde contre l'agression américaine au Vietnam se font de plus en plus, à juste titre, sous le mot d'ordre d'appui aux objectifs définis par les points mis en avant par le F.N.L. du Vietnam du Sud et par le gouvernement de Hanoï. Toute autre position aboutit à soutenir des tentatives de « compromis » où l'on demande à chacun des adversaires de « faire un pas » sans tenir compte de la signification de la lutte, non seulement pour le peuple vietnamien, mais pour les travailleurs de tous les pays. Cette position est encore soutenue, avec une certaine honte d'ailleurs, par des partis de la « gauche non communiste » qui n'ont pu se défaire de leur allégeance au pacte atlantique, et même à l'O.T.A.N, ce qui veut dire à la politique internationale des Etats-Unis. Elle les compromet gravement, sans compter que le gaullisme est plus habile, sans être d'ailleurs capable d'aucune autre intervention que d'interdire la tenue du « tribunal » de lord Russell sur le sol français, dans sa dénonciation de la politique américaine. Il revient donc à des organisations plus libres, au Comité Vietnam National en particulier, à la réunion des prochains Etats-Généraux pour la défense du Vietnam, de développer l'action de soutien indispensable. C'est une tâche à laquelle aucune organisation socialiste ne peut se soustraire, et que le Parti Socialiste Unifié, pour sa part, considère comme essentielle aujourd'hui, demain, et même après demain. □